



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/906
S/1999/409
12 avril 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Point 45 de l'ordre du jour
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET
SES CONSÉQUENCES POUR LA PAIX
ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettres identiques datées du 12 avril 1999, adressées au
Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de
l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 12 avril 1999 qui vous est adressée par M. A. Abdullah, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'État islamique d'Afghanistan (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) A. G. Ravan FARHADI

ANNEXE

Lettre datée du 12 avril 1999, adressée au Secrétaire général
par le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan

Quelques semaines seulement après la déclaration faite par la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan au nom des parties afghanes aux pourparlers de paix d'Ashgabat et après que les parties se soient entendues pour assurer en commun les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire à l'issue d'un dialogue intra-afghan de trois jours, tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies à Ashgabat, le 14 mars 1999, et tandis que l'optimisme avait repris ses droits et que l'on tentait de se mettre d'accord sur une date et un lieu en vue de la deuxième série de pourparlers entre les parties – des pourparlers auxquels les deux parties ont donné leur consentement solennel – les Taliban ont entrepris des préparatifs intenses en vue de lancer sous peu des opérations militaires massives contre des positions tenues par les forces armées de l'État islamique d'Afghanistan par tout le pays.

Les services de renseignement de l'État islamique d'Afghanistan ont rassemblé des éléments qui prouvent incontestablement que le Gouvernement pakistanais effectue depuis maintenant près de trois semaines d'importantes livraisons d'armes légères et d'armes lourdes ainsi que de munitions aux Taliban. Des convois – composés d'exactly 11 camions – quittent régulièrement Peshawar, au Pakistan, à destination de Djalalabad, dans l'est de l'Afghanistan, trois jours par semaine. Parallèlement, la ville de Kandahar, siège du "chef suprême" des Taliban, dans le sud de l'Afghanistan, reçoit un flux régulier d'armes en provenance de la ville de Quetta, dans le Baloutchistan.

Toutefois, parmi tous ces faits, le plus crucial a été l'envoi, le 23 mars 1999, par le Gouvernement pakistanais, d'une force paramilitaire pakistanaise en Afghanistan, à l'heure actuelle stationnée à Richkhor, dans les faubourgs ouest de la capitale, Kaboul, prête à être déployée lors des incursions prévues par les Taliban. Néanmoins, la fréquence des livraisons d'armes en provenance du Pakistan, et par conséquent, la quantité d'armes livrées, a atteint son maximum au cours de la première semaine des livraisons, qui remonte au 21 mars 1999. Au cours de cette semaine, les organes de presse internationaux ont largement fait état de la fermeture temporaire, par le Gouvernement pakistanais, du point frontière de Torkham et de la pénurie de produits de base, notamment de farine de froment, que cette mesure avait provoquée dans la capitale, Kaboul, à l'évidence une manoeuvre destinée à couvrir les livraisons effectuées 24 heures sur 24 par l'armée pakistanaise.

Il importe de noter qu'après la Déclaration de paix d'Ashgabat, les Taliban, en contradiction totale avec les termes du texte mutuellement convenu et malgré le fait que ladite déclaration ne faisait aucune référence au nom officiel des parties à la négociation, se sont répandus en discours évasifs prémédités qui trahissaient en fait leur intention de poursuivre les hostilités. Leur intention s'est finalement fait jour dans une déclaration du chef des Taliban, le mollah Mohammad Omar, le 10 avril 1999, par laquelle ce dernier a exclu tous nouveaux pourparlers avec le Gouvernement de l'État islamique d'Afghanistan.

/...

Cela dit, c'est sans surprise que le Ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Sartaj Aziz, a de nouveau appelé l'Organisation des Nations Unies, au nom de son gouvernement le 2 avril 1999, à imposer un embargo sur les armes en Afghanistan, un appel soigneusement orchestré par le Pakistan pour se parer d'innocence après s'être assuré que les Taliban étaient déjà armés jusqu'aux dents.

Cet ensemble de faits, à quoi s'ajoutent les récents déploiements de personnel et la mise en place de toute une logistique par les Taliban au nord de Kaboul et dans les provinces de Kunduz, Ghor et Faryab, et bien d'autres facteurs qui ne font que les corroborer, sont les prémices de combats importants que les Taliban, qui doivent déjà faire face à une résistance croissante de la part de la population civile, s'appêtent à déclencher, avec l'assistance technique directe du Gouvernement pakistanais. Ces combats porteraient inévitablement un grave coup au processus de paix de l'Organisation des Nations Unies dans l'ensemble de l'Afghanistan et en particulier à l'Accord de paix d'Ashgabat.

Compte tenu de ce qui précède, il convient de noter que les forces armées de l'État islamique d'Afghanistan demeureront vigilantes et resteront en alerte face aux activités subversives du Pakistan et des Taliban et qu'elles s'opposeront par la force à toute tentative belliciste visant à soumettre l'Afghanistan.

L'État islamique d'Afghanistan, qui, depuis longtemps, recherche une solution pacifique au conflit dans le pays, tient à rappeler son attachement sincère à l'accord conclu à Ashgabat en vue de partager les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire avec les Taliban, ainsi que son appui indéfectible au processus de paix de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan, et demande instamment que les mesures voulues soient prises pour mettre fin aux ingérences incessantes du Pakistan dans les affaires intérieures de l'Afghanistan et empêcher la reprise des combats par la machine de guerre des Taliban, afin d'éviter un nouveau génocide dans le pays et une grave crise humanitaire.

Le Vice-Ministre des affaires
étrangères de l'État islamique
d'Afghanistan

(Signé) A. ABDULLAH
